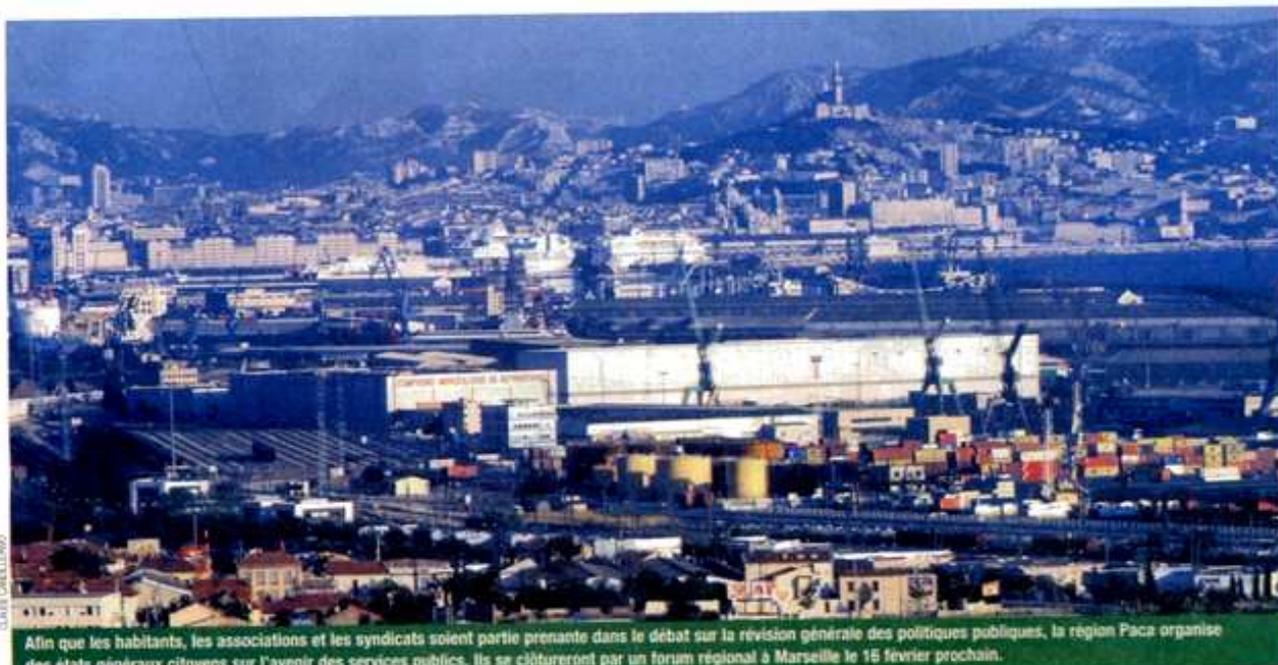


**RGPP**  
**PACA**

# Une région rassemblée pour ses services publics



Afin que les habitants, les associations et les syndicats soient partie prenante dans le débat sur la révision générale des politiques publiques, la région Paca organise des états généraux citoyens sur l'avenir des services publics. Ils se clôtureront par un forum régional à Marseille le 16 février prochain.

**Michel Vauzelle, président du conseil régional Provence-Alpes-Côte d'Azur, et Patrick Minder, premier vice-président du conseil économique et social régional (CESR), où il siège pour la CGT, tirent enseignement de l'avis que vient d'adopter cette assemblée sur les conséquences de la révision générale des politiques publiques (RGPP) sur les services publics et les compétences régionales décentralisées.** ► Entretien réalisé par Marie-Claire Lamourea

**NVO** – Votre région est, à votre initiative, la seule de France à avoir saisi son conseil économique et social régional (CESR) sur les conséquences de la révision générale des politiques publiques (RGPP). Quels enseignements tirez-vous de l'avis, adopté à l'unanimité, le 9 décembre, par les membres du CESR ?

**Michel Vauzelle** – Le CESR n'est pas une assemblée politique. Il rassemble les acteurs socio-économiques de la région – patronat,

organisations syndicales, monde associatif – dont nous voulions connaître l'avis sur les conséquences dans le territoire du désengagement de l'État que représente la RGPP. Un incident me paraît d'ailleurs révélateur du comportement des représentants du gouvernement. Lorsque le président du CESR et les vice-présidents ont voulu rencontrer le préfet, ce dernier les a éconduits, estimant

qu'il n'avait pas de comptes à leur rendre sur une réforme de l'État qui ne les concernait pas ! C'est une attitude tout à fait déplacée. Quand l'État se réforme, c'est l'affaire de tous les citoyens et pas seulement celle du président de la République et de quelques hauts fonctionnaires. Quand on supprime des sous-préfectures, quand on supprime des services publics absolument indispensables à la vie locale, une consultation de la population doit avoir lieu. Je trouve donc surprenante la position du préfet. Cela n'a pas empêché le CESR de formuler un avis et de s'inquiéter des conséquences économiques, sociales et démocratiques de la réforme. Un État qui se déshumanise, qui réduit le nombre des fonctionnaires et des administrations de proximité, ce n'est pas un État qui marche vers plus de civilisation.

La Nouvelle Vie Ouvrière 02/01/2009

## PACA

► C'est un État en pleine régression humaine. C'est aussi un problème de bonne gestion économique. Lorsqu'une entreprise projette de s'installer dans la région, elle se renseigne sur les services publics qui se trouvent à proximité. S'il n'y en a pas, elle ne s'installe pas. L'absence de services sociaux et administratifs augmente les frais des entreprises. Le développement de nos services publics, plus important que chez la plupart de nos voisins européens, constitue à cet égard un avantage dans la compétitivité internationale. C'est la raison pour laquelle le CESR – où la diversité des opinions politiques est très importante mais qui, j'y insiste, ne prend pas parti politiquement mais pour le bien de la région – a naturellement adopté à l'unanimité un avis qui s'avère très réconfortant dans notre lutte contre la RGPP et pour la défense des services publics.

**Patrick Minder** – L'avis survient dans un contexte de très forte résistance à la RGPP. Partie des syndicats CGT des services publics des Bouches-du-Rhône, la mobilisation, unitaire, a rapidement gagné les autres départements. Le collectif Service public Paca a lancé un appel régional pour le développement et l'amélioration des services publics accessibles à tous les citoyens qui recueille des milliers de signatures (en ligne sur : [www.valplan.info/servicepublic/](http://www.valplan.info/servicepublic/)). Le conseil régional a tout d'abord adopté un vœu demandant de surseoir à la mise en œuvre de la RGPP et à la fermeture de tout service public. La saisine du président du conseil régional à l'intention du CESR est ensuite

intervenue. L'avis montre les cohérences et les articulations entre la RGPP et la réforme de l'État. L'État s'est en effet engagé dans une réforme de l'ensemble des services publics qui sont les garants de notre modèle républicain fondé sur la solidarité et l'égalité des citoyens. Nous avons tenté de donner une lisibilité aux quelque 350 réformes conduites actuellement de façon séparée, à des décisions qui peuvent sembler disparates, mais s'inscrivent toutes dans une conception très libérale. L'avis constitue une base pour le travail futur du CESR puisqu'il sera suivi d'un second avis en juin 2009. C'est aussi un point d'appui pour les rassemblements et les luttes dans notre région.

■ **La région lance des états généraux sur le thème « Quel avenir pour les services publics en Paca », avec cinq forums départementaux et un forum régional (voir encadré). Qu'en attendez-vous ?**

**Michel Vauzelle** – C'est la poursuite de ce que l'on a appelé, en 1998, « la méthode Vauzelle », puis par la suite la démocratie participative. Avec la mondialisation, la politique devient extrêmement complexe. Devant cette complexité, il faut que les élus, qui n'ont pas la science infuse, prennent l'avis de la population. Depuis que je suis président de la région, j'ai multiplié les consultations à travers des forums, des séances de concertation, pour préparer les différents schémas régionaux – schéma régional d'aménagement et de développement du territoire (SRADT), schéma régional de développement économique (SRDE) – ou pour suivre la vie du service public, comme avec

**Michel Vauzelle,**  
président du conseil  
régional Paca

« Mon seul point  
d'appui : l'opinion  
publique, avec les  
syndicats et les  
associations »



**Patrick Minder,**  
premier vice-président du  
CESR, où il siège pour la CGT

« La CGT propose  
la création d'un  
pôle financier  
public régional »

les comités de ligne pour la SNCF, les comités de pilotage pour les lycées. Ainsi, nous avons une démocratie vivante et populaire, constamment animée par les élus. Pour la RGPP et pour la réforme des collectivités territoriales que l'on va vouloir nous imposer, l'État va amplifier sa campagne contre « le millefeuille » que constitueraient les collectivités locales trop nombreuses, accusées de dépenser trop d'argent, d'avoir une fiscalité trop élevée... Ce qui n'empêche pas le Premier ministre de nous demander, à nous, de consentir un effort financier supplémentaire pour lutter contre la crise ! Nous n'avons pratiquement pas d'information sur la réforme en préparation qui menace les régions dans leur existence même. La commission Balladur qui y travaille n'a reçu la délégation des présidents de région, dont je faisais partie, qu'à peine cinquante-cinq minutes. C'est absolument scandaleux ! Je l'ai dit à M. Balladur, durant la minute et demie où j'ai pu disposer de la parole, non en tant que président de région mais en ma qualité de député représentant de la nation. C'est dire dans quel climat risque de s'opérer la réforme. Face à la relative indifférence des médias à l'égard des collectivités locales et de leur avenir, alors que c'est de l'avenir de la démocratie qu'il s'agit, mon seul point d'appui, c'est l'opinion publique régionale, avec les syndicats, avec les associations... D'où ces états généraux de la région où tous les citoyens pourront avoir leur voix au chapitre.

## Des Etats Généraux de la Région

Sur le thème « Quel avenir pour les services publics en Paca », cinq forums départementaux se tiendront en janvier et février 2009, dans le cadre des états généraux de la région. Un forum régional viendra les clôturer. Les organisations syndicales et les associations sont les artisans des contenus et de l'organisation des forums. En voici le calendrier :

- **lundi 19 janvier, salle des fêtes de Miramas (Bouches-du-Rhône) :** service public des transports ferroviaires et intermodalité ;
- **jeudi 22 janvier, Espace des arts, Le Pradet (Var) :** service public de l'éducation et de la formation ;
- **jeudi 29 janvier, Carros (Alpes-Maritimes) :** service public de l'emploi et développement économique, service public de l'habitat et du logement et développement des territoires ;
- **lundi 2 février, salle des fêtes de Montoux (Vaucluse) :** service public de la santé et de la solidarité ;
- **lundi 9 février, Le Cube, à Gap (forum commun aux Hautes-Alpes et aux Alpes-de-Haute-Provence) :** service public en milieu rural.

Le forum régional se tiendra à Marseille, le 16 février, à la Cartonnerie, Friche de la Belle de Mai.

■ Concrètement, comment les débats seront-ils organisés ?

**Patrick Minder** – Pilotée par le conseil régional, l'initiative associe dans la définition du contenu, dans son déroulement et son organisation, les organisations syndicales – dont bien sûr la CGT – et les associations. La CGT se mobilise pour être actrice de chacun des forums départementaux. Notre comité régional CGT vient de confirmer cette volonté. Les six secrétaires généraux des unions départementales CGT seront de grands témoins dans chacun des forums. Chaque forum aura une entrée thématique particulière, mais non exclusive, qui permettra d'aborder différents aspects des services publics et de leur défense. Tous les participants auront la possibilité de prendre la parole et d'exprimer critiques et revendications... Les syndicats, les unions locales, les militants pourront donc y prendre toute leur place. Ces forums citoyens vont permettre de croiser les expressions et les propositions de dimension départementale sur les questions posées. Le forum régional sera la résultante de ce qui se sera dit dans les forums départementaux et élargira la réflexion à des questions telles que service public et démocratie, service public à la française et service d'intérêt général européen, finances publiques et réforme de la fiscalité locale, péréquations... Les organisations et les associations pourront faire appel à une présence confédérale ou nationale pour participer aux tables rondes organisées dans ce forum. Au terme de ces initiatives, qui auront rassemblé des milliers de Provençaux, d'Alpins et d'Azuréens, une expression citoyenne très forte devrait encore conforter la mobilisation conjuguée par la région et les forces sociales dans nos territoires.

■ Ces initiatives témoignent d'une vie démocratique et d'un dialogue social intenses. Quel rôle peuvent y jouer les organisations syndicales ?

**Patrick Minder** – Incontestablement, la notion de démocratie de proximité, défendue par le président de région n'en reste pas aux intentions. Ainsi, le schéma régional de développement économique (SRDE) adopté par la région, il y a plus de deux ans, affichait déjà le dialogue social comme facteur d'efficacité économique. Depuis, la CGT multiplie les initiatives pour prendre toute sa place au sein de ce dialogue. Elle participe ainsi à la commission de contrôle et d'évaluation des aides publiques régionales accordées aux entreprises. La CGT,



Les luttes syndicales, comme celles dernièrement contre la privatisation de La Poste, « redonnent du cœur à l'ouvrage à tout un peuple démobilisé et désespéré », selon Michel Vauzelle, président du conseil régional Paca.

qui demandait d'entrer dans les conseils d'administration des pôles de compétitivité de la région, s'est vue refuser leur accès. La mise en place de pôles régionaux d'innovation et de développement économique et solidaire (Prides) lui offre néanmoins un espace d'intervention, même si nous n'en sommes qu'à sa construction. De plus, un accord quadripartite rassemble l'État, la région, les branches professionnelles et les syndicats de salariés, avec pour objet de décliner dans les territoires les enjeux relatifs à la formation professionnelle, l'amélioration des conditions de travail dans les PME de la région. Le Medef, qui a d'ailleurs voté contre l'avis du CESR préconisant la création des Prides, multiplie cependant les embûches au dialogue social, dès lors qu'il s'agit de le mettre en œuvre concrètement dans les entreprises et notamment à travers des accords de cette nature. Comme dans d'autres régions de France enfin, la CGT propose la mise en place de dispositifs nouveaux, notamment la création d'un pôle financier public régional qui permettrait d'avoir une vision beaucoup plus stratégique de l'utilisation de l'argent public dans notre région. Mais à ce jour, nous n'avons débouché sur rien et nous poursuivons cette revendication.

**Michel Vauzelle** – Je garde un souvenir très vivace et émouvant de 2003 où, après la défaite épouvantable de la gauche en 2002, nous

« rasions » un peu les murs, écrasés que nous étions par ce qui venait de se passer lors de l'élection présidentielle. En 2003, ce sont les syndicats qui ont relevé la tête de nos idéaux républicains et sociaux et qui ont de nouveau défilé dans les rues, drapeaux en tête, redonnant du cœur à l'ouvrage à tout un peuple alors complètement démobilisé et désespéré. La gauche et le mouvement républicain et social, ce ne sont pas seulement les partis de gauche qui doivent être unis, c'est également la main tendue – dans le respect de leur indépendance et sans leur imposer quoi que ce soit qui ressemble à une récupération – au mouvement associatif et d'abord au mouvement syndical qui a une culture, un sens des responsabilités, un sens de la négociation, de ce qui doit être fait ou non... Lorsqu'une révolte éclate quelque part – en Grèce aujourd'hui ou dans les banlieues françaises, il y a quelques années –, il faut une organisation syndicale forte, aguerrie, raisonnable et en même temps puissante, capable de soutenir un mouvement long. Sinon, on ne débouche sur rien, l'État n'a pas d'interlocuteur et c'est extrêmement dangereux. Les organisations syndicales font partie de cette grande nébuleuse de progrès social et économique et doivent tenir toute leur place, au-delà du CESR, dans un dialogue social permanent avec les élus, chacun conservant son indépendance. C'est cela qui fait avancer la démocratie dans notre région. ■